

**Intervention de Felipe Van Keirsbilck au nom de la CNE à
la commémoration des 15 ans de l'assassinat de Semira Adamu
(place Rouppe - 22 septembre 2013)**

La place de la CNE, de la CSC, la place de tous les syndicalistes de ce pays est ici, aux côtés de ceux qui ont été révoltés par l'assassinat de Semira il y a 15 ans, aux côtés de ceux qui luttèrent avec elle, de tous ceux et celles qui luttent aujourd'hui contre les expulsions et contre les centres fermés.

Que s'est-il passé il y a 15 ans? Des gendarmes ont assassiné une jeune fille sans défense. Ils l'ont tuée selon les propres termes du porte-parole de la police, soutenu à l'époque par le ministre Louis Tobback «selon la procédure prévue, qui est d'étouffer l'intéressé par un Colassinienlève rien à leur responsabilité, mais souvenons-nous que ces gendarmes appliquaient l'ordre d'un gouvernement qui, alors comme aujourd'hui, était tout dévoué à la liberté de circulation des capitaux, et intransigeamment violent au besoin, contre les libertés fondamentales des êtres humains.

Or Semira n'était pas une criminelle. Une violence ne pouvait lui être imputée. Elle n'était pas un danger, elle était en danger, à cause de la violence du système au Nigéria, puis de la violence du système ici. Et son assassinat est emblématique de ce système qui retourne une seconde fois sa propre violence contre les victimes de sa violence. Contre les victimes qui résistent. Les victimes qui désespèrent, qui culpabilisent, qui retournent leur rage contre plus pauvres qu'elles, le système les tolère. Les victimes du capitalisme qui résistent sont punies au carré - et étouffées au besoin... règlement...>...

Toutes proportions gardées, cette violence redoublée, nous la connaissons bien, comme syndicalistes. Quand la cupidité des actionnaires jette les travailleurs au chômage, le premier jour on les décrit comme des victimes, le second comme des feignants, le troisième comme des profiteurs qu'il faut harceler et punir dans la chasse aux chômeurs. Quand des travailleurs font la grève pour résister à la violence économique de leur entreprise, on leur envoie des huissiers toujours un juge pour tenter d'interdire la résistance syndicale. Il y a jamais un juge pour condamner l'exploitation des travailleurs.

Ce pouvoir qui crée de la violence veut étouffer les voix de la résistance. Nous devons unir ces voix, nous devons faire résonner dans toutes nos luttes d'aujourd'hui la voix de Semira.

Aujourd'hui, nous saluons fraternellement les centaines de nos collègues afghans qui nous rejoignent sur cette place, et qui occupent un bâtiment rue du Trône pour obtenir leur droit à être protégés, qui résistent contre le gouvernement d'aujourd'hui qui veut les renvoyer dans un pays en guerre où ils risquent de trouver la mort selon le règlement.

La ministre Maggy De Block tente de les criminaliser en parlant de leur action collective comme «chantage affectif». Madame De Block, avec nos collègues Afghans en lutte, avec tous les travailleurs de ce pays, nous vous crions: Expulser un enfant est un crime, dénoncer n'est pas du chantage.

Madame De Block, vous tentez de séduire et diviser les travailleurs en essayant de nous faire croire que vous expulsez ces familles et ces enfants pour protéger les travailleurs belges contre le péril venu de l'étranger. Et nous vous disons que ces travailleurs afghans, ni leur famille, ni tous les travailleurs et travailleuses du monde auxquels vous refusez leurs droits ne sont nos adversaires. Nos adversaires, ce sont les patrons qui exploitent la pauvreté, la fragilité des travailleurs partout dans le monde. Nos adversaires, ce sont les politiciens qui, comme vous, se mettent sans réserve au service du capital, au plus grand mépris des êtres humains.

Syndicalistes, internationalistes, nous sommes les frères et les sœurs de Semira, nous sommes et nous serons aux côtés des travailleurs du monde entier qui se battent pour leur dignité et pour résister à la violence du capital.